



COMMUNIQUE DE PRESSE

COMMUNIQUE CONJOINT DU MINISTRE DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DE L'IMMIGRATION DU TCHAD ET DU COMMISSAIRE A LA PAIX ET A LA SECURITE DE L'UNION AFRICAINE SUR LA GESTION DES REPENTIS DE BOKO HARAM

N'Djamena, le 17 Février 2017 : Le Ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration du Tchad, M. Ahmat Mahamat Bachir, et le Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union Africaine, l'Ambassadeur Smail Chergui, se sont entretenus ce jour en présence du Ministre chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, M. Bichara Issa Djedallah, sur les questions relatives à la sécurité dans le bassin du Lac Tchad, notamment en ce qui concerne la situation des repentis de Boko Haram.

Malgré les efforts déployés par la Force Multinationale Mixte (FMM) soutenue par l'Union Africaine, le risque des attentats persiste encore.

Cependant, depuis Aout 2016, un millier de repentis de Boko Haram, dont des tchadiens revenant des zones d'action de Boko Haram sur les territoires des pays voisins, se sont rendus aux autorités tchadiennes par le biais de la FMM. Ce retour progressif marque un nouveau tournant et traduit une prise de conscience des personnes impliquées. En effet, ces dernières réalisent que le projet terroriste n'a pas d'avenir face à une détermination et une meilleure maîtrise du terrain par les forces de la FMM. Les autorités tchadiennes et la Commission de l'Union Africaine sont convaincues que cette prise de conscience ira en se renforçant et en s'élargissant.

Le processus envisagé pour la gestion des repentis comprend plusieurs phases dont :

- Un cantonnement temporaire des repentis,
- Une de-radicalisation,
- Une catégorisation/filtrage,
- Une réinsertion/réintégration socio-économique des uns ou un déferrement à la justice des autres.

Les deux parties, tout en réaffirmant leur attachement au respect de l'Etat de Droit, des Droits de l'Homme et à la lutte contre l'impunité, sont convaincues que ce processus contribuera de façon significative à la stabilisation de la région et au retour de la paix et de la sécurité dans le bassin du Lac Tchad. Aussi, appellent-elles la communauté nationale et internationale à apporter un appui technique et financier à sa mise en œuvre.